

Paris, le 3 mars 2009

**Panorama inédit réalisé par Christine Raynard,
chargée de mission au Département
Recherche, Technologies et Développement Durable (DRTDD)**

1) British Airways, après avoir réduit ses émissions de carbone de 28 % depuis 1990 (soit 60 millions de tonnes de CO₂), se fixe comme objectif de diminuer de 25 % son apport en CO₂ d'ici 2025. Pour ce faire, la compagnie a récemment commandé 12 Airbus A 380 et 24 Boeing 787 Dreamliners, moins polluants que les avions qu'ils vont remplacer. De plus, British Airways annonce sa volonté de réduire de moitié ses émissions de CO₂ d'ici 2050, en investissant notamment dans les biocarburants (avec Rolls Royce) et dans des matériaux plus respectueux de l'environnement.

2) Le gouvernement britannique a annoncé qu'il préférerait re-nationaliser certaines parties du réseau ferroviaire, plutôt que de voir les opérateurs en difficulté réduire le nombre de trains qu'ils font circuler. En effet, certaines compagnies ferroviaires, très touchées par la crise, chercheraient à modifier les termes de leur contrat de franchise et souhaiteraient être autorisées à diminuer le nombre de trains en circulation. Deux à trois franchises seraient actuellement surveillées de près et pourraient être placées sous contrôle public et cinq opérateurs ferroviaires, dont les noms sont tenus secrets ont reçu un avertissement par le ministère des transports.

3) La Deutsche Bahn (DB) veut se partager l'opérateur privé de fret polonais PCC, qu'elle a racheté en janvier, avec un investisseur stratégique qui pourrait être la compagnie ferroviaire russe (RZD) et qui prendrait 49 %. Cette nouvelle est explosive car la Pologne est toujours très susceptible (depuis la guerre) vis-à-vis des coopérations germano-russes dès lors qu'elles touchent à ses intérêts.

4) En décembre, le patron de la DB avait estimé que l'entreprise pourrait subir un recul de 40 % sur un an de son activité fret, en raison de la crise qui se traduit par des baisses importantes de production. La filiale fret de la DB pourrait ainsi mettre 5 000 employés en chômage partiel, en mars.